

## L'OPÉRATION MILITAIRE D'AOÛT 1995 EN CROATIE : POUR UN NÉCESSAIRE RETOUR AUX FAITS

- Réponse aux allégations de Slobodan Despot -

Dans son numéro daté du 5 août 2020, Causeur a publié un article portant en titre : « *Expulsion des Serbes de la Krajina, ce miroir que l'Europe préfère briser* » et en sous-titre : « *La plus vaste opération de nettoyage ethnique en Europe depuis 1945 a vingt cinq ans* ». Slobodan Despot s'y fait le promoteur d'une propagande qui sévit depuis longtemps à partir de Belgrade et internationalement relayée. Multipliant « fake news » et poncifs, il reprend des expressions du président serbe actuel Aleksandar Vučić, qui a participé les armes à la main et sous l'uniforme d'une milice paramilitaire dévouée au criminel de guerre Vojislav Šešelj, à ce qui fut une guerre d'agression et de conquête n'en déplaise à l'auteur de l'article incriminé. À preuve, l'occupation pendant 5 ans de 30 % du territoire croate et de 70 % de la Bosnie-Herzégovine, et dans ce dernier pays, une « Republika srpska » fondée sur l'expulsion et le nettoyage ethnique des non serbes survit sur près de la moitié de sa superficie. Il est vrai que l'inversion des faits et le mensonge érigés en système de fabrication des mythes, sont depuis longtemps des classiques de la propagande belgradoise habilement répercutée notamment en France. Après l'incursion de l'armée yougoslave dite « populaire » en Slovénie et avant les événements de Bosnie-Herzégovine, cette même armée et les milices tchetniks ont causé près de 17.000 morts en Croatie, dont la moitié de civils (24 % de femmes, 402 enfants, 40% de plus de 60 ans) et 70.000 invalides sans compter les destructions d'objectifs civils (hôpitaux, églises, usines, équipements publics, écoles, crèches, cimetières, immeubles d'habitation, etc...), à quoi s'ajoutent les pillages de musées et les vols d'œuvres d'art entre autres.

Cette année, la Croatie n'a pas « célébré l'expulsion des Serbes de la Krajina », mais a tenu à commémorer le 25ème anniversaire d'une victoire qui a permis de libérer 20.000 km2 de territoire d'où la population croate (plus de 240.000 personnes) a été chassée dès 1991, après avoir subi massacres et spoliations entre autres méfaits. Cette défaite des forces serbes ne les a pas empêchées de bombarder les villes de Dubrovnik, Biograd-sur-mer, Gospić, Otočac, Sisak, Slunj, Karlovac, Nuštar et bien d'autres encore, faisant nombre de victimes civiles. Slobodan Despot se garde bien de signaler la présence à cette commémoration du député serbe Boris Milošević, un des leaders du parti SDSS (successeur du SDS créé en 1991 à Vukovar par Goran Hadžić accusé de crimes de guerre), qui comprend surtout des éléments restés extrémistes dont son chef (Milorad Pupovac). Il a tenu à assister à la cérémonie officielle en signe de volonté d'apaisement et en qualité de Vice-président d'un gouvernement croate soutenu par une coalition parlementaire incluant les représentants des minorités ethniques (serbe notamment) promues « faiseuses de roi », grâce à l'appoint de leurs 8 sièges réservés de droit au parlement (cas unique en Europe et au-delà), et dont a dépendu le sort des gouvernements récents qui sont à la merci d'une seule voix manquante dans l'hémicycle. C'est ce qui facilite bien des chantages et des marchandages, dont s'indignent les électeurs qui à plus de 53 % ont refusé de participer aux dernières élections législatives de juillet 2020.

Quant aux élucubrations de Slobodan Despot à propos du « *bric-à-brac nazi* » et la prétendue « *banalisation du nazisme* », il suffit de lui rappeler quelques faits : il n'y a jamais eu de parti nazi en Croatie, pas même dans les années 1941-1945 (hormis le groupuscule national-socialiste de Slavko Govedić vite interdit en avril 1942) en dépit de la collaboration qui y a sévi comme dans tous les autres pays d'Europe occupée. C'est en revanche en Serbie qu'un tel parti a existé (le mouvement « Zbor » de Dimitrije Ljotić), avec le gouvernement collaborateur pro-nazi et antisémite du général Milan Nedić (reçu par Hitler), ce pays étant proclamé « judenfrei », le premier en Europe dès 1942. Faut-il rappeler à Slobodan Despot, l'Appel des 545 personnalités éminentes serbes (dignitaires religieux, anciens ministres,

généraux, académiciens, universitaires, représentant l'élite), qui le 13 août 1941 exhortaient la population à obéir à l'occupant sans lui résister ? Cela n'a pas empêché ensuite 28 des signataires de devenir membres de l'Académie serbe des sciences et des arts et 12 d'entre eux ont fait partie des gouvernements communistes sous Tito. À ce « bilan » s'ajoute un antisémitisme traditionnel illustré (entre autres) par un religieux vénéré de l'Eglise orthodoxe serbe et canonisé en 2003 (Nikolaj Velimirović) qui dans les années 1930 dédiait des odes à Hitler. La réduction « ad Hitlerum » et l'accusation de « fascisme » à propos de cette commémoration croate, sont des réflexes auxquels cèdent volontiers certains milieux bien identifiables, y compris en France, et Slobodan Despot croit habile d'en jouer.

### **Sur la nature des opérations militaires d'août 1995.**

La Croatie a été la première cible du projet d'établissement d'une « Grande Serbie homogène » chère à une certaine intelligentsia belgradoise, dont la frontière serait reportée aux abords de Zagreb sur une ligne Virovitica-Karlovac-Karlobag, en s'attribuant au passage (outre toute la Bosnie-Herzégovine) la moitié de la Croatie y compris le littoral dalmate de Dubrovnik à Zadar. L'opération « Tempête » déclenchée le 5 août 1995 (à la veille d'une offensive serbe d'envergure à partir du sud-ouest de la Bosnie-Herzégovine et après l'échec des pourparlers de Zagreb avec les sécessionnistes serbes) a été reconnue inévitable, légitime et correctement réalisée dans sa phase strictement militaire, indépendamment des exactions imputables à des individus (dont beaucoup ont répondu de leurs actes) obnubilés par un désir aveugle de vengeance pour le massacre de leurs proches, les spoliations et les humiliations subis lors du nettoyage ethnique opéré dès 1991 par les milices et l'armée serbo-yougoslaves. Cette offensive croate a été la réponse à la terreur et au nettoyage ethnique initial des quelque 240.000 non-serbes chassés de leurs foyers cinq ans auparavant. C'est donc à une inversion des faits que se livre Slobodan Despot dans son récit romancé et fallacieux. Chacune de ses affirmations a été controuvée, soit par des témoins présents sur place, soit par les juges du TPIY (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie), notamment dans le jugement rendu en première instance concernant les généraux croates Ante Gotovina (ancien de la Légion étrangère) et Mladen Markac, innocentés en appel des accusations portées contre eux.

Il est clair que le 4 août 1995 est pour les Croates ce qu'est le 11 novembre 1918 pour les Français : **il s'agit de fêter la victoire sur une armée d'occupation et la libération du territoire national après 5 ans d'horreurs.** Lors de la signature de l'acte de reddition de l'armée serbe signé le 9 août 1995 par le général croate Petar Stipetić et le colonel Čedomir Bulat du côté serbe, celui-ci a rendu hommage à l'armée victorieuse, félicitant même ses chefs pour leur succès. Le même colonel a emmené avec lui une foule de 20.000 personnes (toutes revêtues de tenues civiles) dont 2.000 militaires auxquels la captivité a été épargnée. Les représentants de la communauté internationale ont souligné « l'humanité dont a fait preuve la partie croate...qui a empêché une tragédie pour la population civile ». C'est le constat qui a été fait notamment par le rapporteur spécial de l'ONU, Tadeusz Mazowiecki, ainsi que par les représentants de l'ONG Human Rights. Le Pentagone et l'administration américaine ont confirmé la légitimité de l'opération. Le président Clinton lui-même a écrit que « la diplomatie n'aboutira à rien aussi longtemps que les Serbes n'auront pas subi de sérieuses défaites sur le terrain (My Life, pp. 66-667). L'opération « Tempête » n'a été que la phase finale des guerres auxquelles ont été confrontées la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. Et le TPIY a confirmé que les exactions dont ont pu être victimes des Serbes n'étaient ni le but ni l'intention de cette opération menée conformément aux règles du droit de la guerre. Par ailleurs, il faut se rappeler que du 6 au 11 juillet 1995, les forces serbes de Bosnie voisine ont attaqué les zones sous « protection » de l'ONU, dont Srebrenica, où un « génocide » (d'après le TPIY) a été perpétré. Cet aspect a été totalement éludé dans l'article de Slobodan Despot,

qui parle bénévolement de la « prise de Srebrenica » en occultant le massacre de 8.000 hommes désarmés. Du 14 au 25 juillet ces mêmes forces serbes ont occupé la zone « protégée » de Žepa. Face à ces attaques, à l'absence de réaction internationale et aux termes de l'accord croato-bosniaque signé à Split le 22 juillet 1995, le président bosniaque Alija Izetbegović a demandé à l'armée croate d'intervenir pour sauver les quelque 180.000 personnes de la poche de Bihać assiégée depuis plus de 1.200 jours et prête de tomber entre les mains du général Ratko Mladić qui n'avait pas de meilleures intentions qu'à Srebrenica. Le 6 août 1995 les armées croate et bosniaque opèrent leur jonction sur la rivière Korana à Topusko. Le correspondant du New York Times à Sarajevo a pu écrire ce même jour, que « le personnel et les patients de l'hôpital de Sarajevo saluent l'offensive de l'armée croate ». Le Wall Street Journal (10 août 1995) écrit que l'opération « Tempête » après avoir sauvé la population de Bihać, a « ouvert la voie aux pourparlers de paix ». L'ambassadeur américain en Croatie Peter Galbraith, qui a suivi le déroulement des opérations militaires, a rappelé qu'au moment de leur déclenchement, la chute de Bihać risquait de coûter la vie « aux 40.000 hommes et jeunes gens » qui défendaient cette ville. Pour lui, l'alternative était la suivante : soit un nouveau massacre pire qu'à Srebrenica, soit une intervention de l'armée croate. De son côté, l'ancien représentant et envoyé spécial de l'UE en Bosnie-Herzégovine, l'allemand Schwartz-Schilling, pourtant peu suspect de sympathie pour les Croates, a déclaré que cette opération a permis de mettre un terme à la guerre.

### **Sur la prétendue « expulsion des Serbes de la Krajina ».**

Dès le début des violences dans la partie occupée de la Croatie et à ses pourtours, **les leaders serbes locaux ont d'emblée rejeté toute idée de vie commune avec leurs voisins croates.** C'est ce qu'a déclaré dès août 1991 le président du conseil communal d'Obrovac, Sergej Veselinović, suivi en cela par le chef d'une milice paramilitaire de Glina, Siniša Šilt. Le président de l'Assemblée de Krajina Mile Paspalj l'a confirmé en 1992, et en 1993 Goran Hadžić est allé jusqu'à traiter de « fascistes » les Serbes de Krajina qui accepteraient la vie commune avec les Croates, qualifiant cela de « trahison ». La même année, le général Mile Novaković a écrit dans un des nombreux documents retrouvés sur place, que les Serbes de Krajina refusent toute vie commune. Les Serbes de Petrinja au début de 1994 considéraient comme « inacceptable de vivre sous les autorités croates ». Le président de la Krajina Milan Martić, en 1994, déclarait aussi que jamais plus les Serbes ne sauraient accepter la « vie commune dans un même Etat ». Son conseiller Slobodan Jarčević, après l'opération « Tempête » a réaffirmé qu'il n'y a « **aucune raison sérieuse pour les Serbes de vivre en Croatie** ». Le président de l'assemblée municipale de Kostajnica, Branko Dmitrović, en juillet 1995, déclarait « impossible la vie commune des Serbes et des Croates sur ce territoire ». Tel était l'état d'esprit ambiant en « Krajina » (nom donné par les sécessionnistes serbes à l'ensemble des territoires occupés en Dalmatie, Lika et Banovine, qui n'ont jamais constitué une entité historique, géographique ou administrative).

C'est pourquoi, comme le général Milisav Sekulić de l'armée serbe de Krajina l'a écrit dans son livre « Knin est tombé à Belgrade » (Knin je pao u Beogradu), un plan d'« **évacuation organisée** » avait été préparé sur ordre du gouvernement de Serbie, bien avant août 1995. Il est établi que depuis plusieurs mois Milošević avait envoyé à Knin le général Mile Mrkšić, non pas pour organiser la défense mais l'évacuation de la Krajina (selon l'auteur américain Gow dans son livre, Serbian Project and Its Adversaires, p. 249).

Contrairement à ce que prétend Slobodan Despot, qui parle d'« expulsion » de plus de 220.000 Serbes en août 1995 (jusqu'à 300.000, 500.000, voire 600.000 et même 800.000, selon d'autres chiffres aussi variables que fantaisistes), dès le début de la rébellion séparatiste en Croatie (commencée en août 1990) de nombreux Serbes sont partis volontairement pour se

mettre à l'abri. La Croix Rouge Internationale a estimé ce chiffre pour 1991 à plus de 90.000, et 50.000 autres avant même l'opération « Tempête ». Les quelque 130.000 (combattants et leurs familles) qui sont partis avant ou pendant l'offensive croate, n'ont fait que suivre les ordres d'évacuation exécutés parfois sous la contrainte. Il est donc également abusif de parler de « déportés » à ce sujet (avec toutes les connotations auxquelles ce terme renvoie pour les Français). Le chiffre de 1.867 civils tués cité par Slobodan Despot n'a jamais été confirmé et a été catégoriquement réfuté par le TPIY dans divers jugements. Quelque 10.000 habitants sont néanmoins restés sur place, au prix parfois de leur vie, certains refusant de partir étant exécutés par les miliciens de la Krajina.

Les officiers de l'ONU, tenus informés par les autorités croates de l'imminence de l'opération, ont transmis l'information à l'armée serbe locale. Cinq jours avant son déclenchement, les dirigeants de la Krajina disposaient aussi de l'ultimatum de Zagreb promettant d'accorder à la population les droits qui lui seraient reconnus conformément aux exigences de l'UE. Les documents trouvés sur place ont confirmé que l'évacuation devait s'effectuer sous l'autorité du « secrétaire d'Etat » Savo Štrbac, ce dont ont aussi témoigné de nombreux Serbes aux journalistes et aux ONG, sans compter les graves accusations (exécution de prisonniers à la veille d'un échange entre les armées en présence) portées contre lui par son compagnon d'armes, le lieutenant-colonel Slobodan Lazarević, devant le TPIY. Ce même Savo Štrbac, très actif dans le lobbying serbe actuel, parlant au nom du « gouvernement » de la pseudo-Krajina, a reconnu à la Télévision serbe de Banja Luka le 7 août 1995, que c'est sur ordre de Belgrade que l'« évacuation » s'est effectuée ; ce qui ne l'a pas empêché de solliciter la citoyenneté croate et de percevoir une confortable pension d'un Etat qu'il a combattu et ne reconnaît toujours pas. L'ordre d'évacuation rédigé par Milan Martić et son Haut Conseil de défense a été publié dans le journal belgradois Politika. Le 4 août à 16h30, devant la perspective de la reprise de la ville de Knin par l'armée croate, le général Mrkšić et le président Martić informent le chef du gouvernement de Krajina, Milan Babić, de leur décision. C'est ce qu'a reconnu ce même général devant les juges de La Haye. Quant au colonel Kosta Novaković, il a confirmé à La Haye qu'un tel ordre lui a été notifié et qu'il l'a lui-même signé le même jour à 17h10, et qu'à 18h il a rencontré les représentants de l'ONU pour organiser le transport de 32.000 Serbes de Drniš, Benkovac, Obrovac, Knin, Gračac, vers Petrovac et Banja Luka en Bosnie. À cet effet les autorités onusiennes ont fourni 70.000 litres de carburant et 450 véhicules. Ces faits ont été rapportés dans les jugements rendus par le TPIY. En 2009, l'un des principaux chefs de l'armée serbe qui assurait la liaison avec les services de renseignement de l'armée yougoslave et Belgrade, le lieutenant-colonel Slobodan Lazarević, en qualité de « témoin repent », a fait devant le TPIY des déclarations contredisant la propagande anti-croate à propos de l'opération « Tempête », mettant nettement en cause Milan Martić, Slobodan Milošević et son régime, s'agissant de ce qui fut bel et bien une évacuation. Il a ajouté qu'« en Krajina il n'y avait pas de civils parmi les hommes, qui étaient tous armés... les gens partaient par crainte de la vengeance pour les crimes commis contre les Croates. Ceux qui refusaient de partir y ont été contraints sous la menace des armes de la police et des soldats de la Krajina ». De son côté, le général Mile Novaković a précisé que dans leur retraite éperdue, les blindés serbes ont dû passer sur plusieurs véhicules légers qu'ils n'ont pas pu contourner, le sort de leurs occupants étant inconnu, laissant place aux pires hypothèses.

La population serbe évacuée sur ordre de ses chefs a été dirigée en partie vers certaines zones croates encore occupées (en Slavonie), et surtout vers la Bosnie et la Serbie pour y renforcer l'élément serbe en Vojvodine et au Kosovo. Pour l'accueil de cette foule en Bosnie, les populations non serbes restées à Banja Luka ont été expulsées (20.000 personnes qui ont rejoint en exil les 200.000 autres chassées au début du conflit), leur biens étant confisqués et leurs logements vidés de leurs occupants pour y héberger les réfugiés de Krajina.

Sur ce point, le chef de l'Agence Reuters à Zagreb, M. Heinrich, a écrit ; « Le fait est que les Serbes ont reçu de leurs propres dirigeants extrémistes l'ordre de partir...C'est un malheur que les Serbes ont eux-mêmes provoqué ». De façon prémonitoire il ajoutait ; « Les Croates seront accusés de se réjouir que le territoire soit vidé du fait du départ des Serbes. Mais cela est tout simplement faux ». C'est bien cette inversion des faits et cette imposture que propage Slobodan Despot dans son article.

### À propos du « Nettoyage ethnique ».

Il s'agit d'un mode de réalisation du rêve impérial de « Grande Serbie homogène » fantasmé depuis longtemps et qui a empoisonné tout le 20ème siècle, de son début (avec les guerres balkaniques puis le premier conflit mondial après l'attentat de Sarajevo) jusqu'à son terme (les guerres contre la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, puis au Kosovo) et qui est toujours entretenu de nos jours en direction de tous les Etats voisins y compris le Monténégro, un ancien allié que Belgrade cherche désormais aussi à déstabiliser. Cette pratique, préconisée dès 1844 par le ministre serbe de l'intérieur (le « Načertanije » ou « Plan » d'Ilija Garašanin) a été périodiquement relancée à travers les écrits d'un Vuk Karadžić en 1849 (son mot d'ordre ; « Serbes tous et partout ! »), d'un Nikola Stojanović qui dans le journal Srbobran des 9-10 août 1902 menaçait ; « entre vous (les Croates) et nous (les Serbes) c'est jusqu'à l'extermination, la vôtre ou la nôtre ». À quoi il faut ajouter le Mémoire de Vasa Čubrilović (un des conjurés de l'attentat de Sarajevo) élaboré en 1937 et intitulé « L'expulsion des Albanais », ainsi que le projet de Stevan Moljević (juin 1941) sur « La Serbie homogène ». Le même Čubrilović (promu ensuite ministre et académicien) a récidivé en octobre 1944 en offrant à Tito son scénario (en partie réalisé) d'« expatriation des minorités non serbes », avant que l'Académie serbe des sciences et des arts ne s'en mêle en 1986 avec son fameux « Mémoire » annonciateur des futurs conflits.

La thèse du « nettoyage ethnique » des Serbes de Krajina avancée par Slobodan Despot est une affabulation destinée à criminaliser un acte militaire reconnu légitime et internationalement approuvé, en vue d'établir une espèce de co-responsabilité de l'agresseur et des agressés. En réalité, **si « nettoyage ethnique » il y a eu, il a été le fait des seules forces armées serbo-yougoslaves et des milices tchetniks, en Croatie d'abord puis en Bosnie-Herzégovine avant de s'étendre au Kosovo**, en application d'une certaine « idéologie » récurrente et d'un fantasme inassouvi. C'est là que s'est produite « la plus vaste opération de nettoyage ethnique en Europe depuis 1945 », pour reprendre et surtout rectifier et mieux adresser l'expression trompeuse placée en exergue de l'article de Slobodan Despot. L'ambassadeur Peter Galbraith a correctement jugé la situation en disant que le nettoyage ethnique s'est produit là où les forces paramilitaires serbes aidées par l'armée yougoslave sous contrôle serbe, sont entrées dans les villes, y perpétrant des crimes, des viols, forçant les gens à partir (Dossier pénal de Milošević, 23113). Il a ajouté qu'il ne pouvait pas s'agir d'un nettoyage ethnique à propos de l'opération « Tempête », car lorsque l'armée croate est arrivée, il n'y avait plus d'habitants. Toute personne un tant soit peu informée connaît le déroulement des faits. En 1991-92 plus de 700.000 non serbes (très majoritairement des Croates) ont été chassés du territoire conquis en Croatie (qui n'a pas vu à la télévision ces colonnes de femmes, de vieillards et d'enfants en pleurs forcés de quitter Vukovar en ruines ?). Plus nombreux encore ont été les Bosniaques et les Croates chassés de chez eux en Bosnie-Herzégovine, des centaines de milliers de Bosniaques musulmans étant d'ailleurs accueillis en Croatie, logés, soignés, nourris, scolarisés (sans grande reconnaissance par la suite). Ce sont plus de trois millions de personnes au total qui ont donc été poussées à l'exode. En Croatie, les régions occupées ont été vidées de leurs habitants, même en présence des

casques bleus de l'ONU qui y ont plutôt prêté la main, incapables par ailleurs d'empêcher le massacre de 1.200 personnes, ceux laissés en vie devant porter un brassard blanc au bras, leurs maisons étant « marquées » d'un signe distinctif. Et l'on a estimé à 210.000 les logements ravagés en Croatie par les bombardements de l'aviation et l'artillerie serbes, non compris les destructions en territoires occupés. Le porte-parole de la Croix-Rouge Internationale, Ron Redmond, a déclaré à Genève, se fondant sur les rapports venus du terrain, que lors de l'opération « Tempête », il ne s'est pas agi d'un « nettoyage ethnique », mais que les militaires et les civils serbes se sont retirés devant l'avancée de l'armée croate.

Il faut savoir aussi, que la moitié de la population serbe de Croatie établie hors des zones occupées, dans les principales villes notamment au nord et à l'ouest de la Croatie, est majoritairement restée sur place en toute quiétude, bien que vivant parfois très mal la guerre d'agression et de conquête menée par leurs congénères. À cet égard, il serait injuste d'oublier (ce que font malheureusement les actuels gouvernements croates) les quelque 10.000 Serbes loyalistes qui ont servi dans l'armée croate, où certains se sont distingués par leur bravoure, plusieurs d'entre eux ayant payé ce loyalisme de leur vie.

Enfin, s'il faut encore un témoignage pertinent, il y a celui de Florence Hartmann, journaliste et un temps porte-parole de Carla del Ponte (Procureur près le TPIY) qui, s'exprimant le 12 mars 2008 à la BBC, a rappelé l'ordre d'évacuation émanant de Milošević et de son gouvernement, qui interdit donc de parler de « nettoyage ethnique » ou même d'« expulsion », en les imputant à la partie croate qui ne souhaitait que la défaite des armées d'occupation, la réintégration d'un territoire occupé et le rétablissement de l'ordre constitutionnel.

En conclusion il faut rappeler, que l'opération tant décriée par Slobodan Despot a empêché un nettoyage ethnique supplémentaire en Croatie et en Bosnie-Herzégovine de la part des forces serbo-yougoslaves séparatistes et occupantes. **C'en est fini du passé hégémonique et d'un rêve de « Grande Serbie homogène » qui est le cauchemar de toutes les autres nations de l'ex-Yougoslavie.** Malheureusement, ce fantasme est encore vivace dans certains milieux qui entretiennent des prétentions territoriales tous azimuts, sur des régions qui n'ont jamais appartenu à la Serbie dans l'histoire, si ce n'est à la faveur du conglomérat artificiel que fut la Yougoslavie, dans ses deux versions toutes dictatoriales et oppressives. Le temps est venu d'admettre la vérité des faits sans laquelle la réconciliation ne sera qu'une vaine aspiration. Et qu'enfin la justice passe pour un avenir plus sûr et plus humain dans le respect mutuel. Car **la réconciliation sincère postule la vérité et la justice.** L'amnésie obligée que l'UE s'efforce d'imposer aux victimes ne peut rien face aux souvenirs des massacres, des exodes, des urbicides, écocides, culturocides, mémoricides, viols systématiques de femmes et d'hommes (parfois sous les yeux des familles), notamment dans la région de Vukovar, où près de 3.000 femmes attendent toujours que justice leur soit rendue. Ni les associations féministes locales ou européennes, idéologiquement connotées, ni une justice indifférente ne se préoccupent de leur sort. Alors qu'elles croisent parfois leurs violeurs impunis en ville, dans les administrations, par l'effet d'une amnistie imposée par l'Europe et étendue même à des auteurs de crimes de guerre censés être imprescriptibles, et forts d'un généreux statut de « minorité ethnique » donnant lieu à toutes les dérives. Si l'on évoque encore parfois le drame de Srebrenica, il faut se garder d'oublier la tragédie vécue à Vukovar, qui en quelques semaines a reçu plus d'un million de projectiles de tous calibres y compris provenant d'armes interdites par les conventions internationales. Dans ce « Stalingrad croate », 2.717 habitants dont 86 enfants ont été tués, sans compter les 570 invalides à vie, les 858 orphelins, les 3.000 blessés, les 1.872 disparus, les 22.000 personnes chassées de leurs foyers détruits, les 7.000 déportés dans les camps en Serbie, où sont passés plus de 10.000 internés croates dont 700 ne sont jamais revenus. Qui se soucie en Europe du

massacre, les 20-21 novembre 1991, des 267 patients et personnels de l'hôpital de Vukovar jetés dans le charnier d'Ovčara, y compris 3 femmes dont l'une enceinte de 6 mois, le plus jeune supplicié ayant à peine 16 ans. Nombre de corps n'ont toujours pas été retrouvés à ce jour. À la même époque et à l'autre bout du pays, à Škabrnja en Dalmatie, 58 personnes très majoritairement âgées ont aussi été exécutées. Nul n'a jamais répondu de ces crimes dont l'Europe ne veut plus entendre parler, pour ne pas obérer ses projets d'élargissement à tout prix à de nouveaux membres, pour preuve de son « attractivité », quitte à imposer l'oubli à un gouvernement croate qui subit en ce domaine comme en bien d'autres les pressions et les chantages bruxellois.

Il est temps que certains à Belgrade reconnaissent les faits, sortent des dénis, renoncent aux fantasmes et aux mensonges historiques qui ont jalonné tout le siècle passé. Malheureusement, l'offensive politico-médiatique qui perdure et dont Slobodan Despot se fait le porte-voix, s'efforce aujourd'hui d'effacer ce qui fut une défaite militaire et judiciaire, en imposant un scénario de la guerre destiné à éluder les crimes commis, singulièrement en Croatie. C'est **un nouveau mythe** que veulent construire aujourd'hui et renforcer dans l'avenir les anciens affidés de Milošević à propos de l'opération « Tempête », **qui viendrait s'ajouter à tous les autres mythes ravageurs qui sévissent depuis des décennies**. Nombre de politiciens, d'intellectuels, d'« historiens », d'auteurs, de journalistes, de dignitaires religieux, de scénaristes, travaillent inlassablement à l'inversion des faits et au travestissement des réalités. Rares sont les personnalités serbes qui ont dénoncé ces mythes et ces extravagances. Il est regrettable que le pouvoir actuel soit toujours sur la ligne des revendications territoriales, du projet avorté de Milošević et de son régime, dont finalement les victimes ont aussi été les Serbes, notamment ceux de Croatie. À cet égard, hommage doit être rendu à celles et ceux qui en Serbie, bien que très minoritaires et boycottés par le pouvoir, dénoncent ce passé de violences et de tromperies, et notamment aux « femmes en noir » ou à des humanistes comme Sonja Biserko et après elle à Nataša Kandić, qui appellent à une nécessaire catharsis et rejettent les obsessions « grand serbes » fauteuses de trop de drames au cours du siècle passé.

Marc Gjidara  
Professeur émérite de l'Université  
Panthéon – Assas, Paris 2